

A LA UNE

A voir : Bac 2015: corrigés des sujets • L'affaire Cahuzac • Tuerie de Charleston • Le salon du Bourget 2015 • Prélèvement de l'impôt à la source •

Un petit pas vers les chercheurs

Par Bruno D. Cot, publié le 01/03/2004 à 00:00

0
partages

Partager

Tweeter

Partager

0
réaction

Ils ne lâcheront pas la bride. Les scientifiques, qu'ils aient signé ou non la pétition «Sauvons la recherche!», le savent: l'instant est historique. «Depuis vingt-cinq ans que je dirige un laboratoire, jamais nos revendications n'ont autant été entendues qu'aujourd'hui!» s'enthousiasme Axel Kahn, directeur de l'Institut Cochin de génétique moléculaire. Le mouvement, lancé au début de janvier, est inédit en France; il rencontre un écho exceptionnel dans l'opinion publique et, la semaine dernière, le gouvernement semble en avoir mesuré l'ampleur. Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a annoncé la libération des crédits bloqués en 2002 et 2003, à hauteur de 300 millions d'euros, avant que le président Chirac demande solennellement qu'une loi d'orientation et de programmation «soit soumise au Parlement avant la fin de l'année». Enfin, le 27 février, Claudie Haigneré, ministre de la Recherche, a détaillé un petit train de mesures plus concrètes. La revalorisation de 30% du salaire des jeunes chercheurs recrutés en 2004 devrait rendre plus attrayants ces CDD tellement critiqués. Tout aussi positive, la création de 300 allocations de recherche supplémentaires par rapport au budget 2004, destinées aux jeunes. En revanche, le dégel de 120 emplois statutaires, qui permettra d'augmenter le nombre de permanents dès le concours 2004 au sein des principaux organismes, laisse dubitatif. «C'est un effet d'annonce! s'indigne Yezekiel Ben-Ari, directeur de recherche à l'Inserm (Marseille). Il ne s'agit pas de postes frais et leur reconduction n'est pas garantie pour 2005.»

Au-delà des emplois et des questions financières, les scientifiques tiennent à rester mobilisés dans les jours qui viennent pour l'organisation d'assises nationales de la recherche. «Elles doivent être surtout l'occasion d'un grand débat sur la place de la science dans notre société», reprend Axel Kahn. Quitte à ne pas s'y associer si leur mise en place, pilotée par un «comité national» annoncé le 3 mars par Matignon, leur semble bâclée.

Partager

Tweeter

0
réaction

Et aussi :